Burundi : Nouvelle "chasse aux sorcières" au sein du parti présidentiel

@rib News, 13/03/2011Le dÃ©putÃ© ManassÃ© Nzobonimpa vient dâ€™Ãªtre radiÃ© du parti prÃ©sidentiel Cndd-Fdd sous lâ€™accusation de Â«Â comportement indigneÂ Â» pour avoir dÃ©noncÃ© lâ€™existence dâ€™un Â«Â groupe mafieuxÂ Â» a pouvoir, a-t-on a appris samedi sur place Ã Bubanza. Le commissaire Ã la discipline et au relations du parti Cndd-Fdd avec les autres partis politique M Evariste Nsabiyumva, lisant la dÃ©claration devant les mÃ©dias ce samedi Ã Bubanza a fait savoir que le Â«Â dÃ©putÃ© Nzobonimpa est chassÃ© du parti Cndd-Fdd pour comportement indigneÂ Â».
Lors de cette rencontre organisÃ©e dans la prÃ©cipitation totale, M Evariste Nsabiyumva et le commissariat chargÃ© des questions juridiques au sein du mÃªme parti ont dÃ©cclarÃ© que le dÃ©putÃ© Nzobonimpa sâ€™est mal comportÃ© vis a vis d parti. Cependant, ils nâ€™ont pas pu montrer rÃ©ellement les vraies fautes de ce dÃ©putÃ©, qui est parmi les rares fondateurs ce parti qui restent politiquement actifs dans ce parti.Au total, 403 membres de ce parti sur les 413 attendus avaient rÃ©pondu prÃ©sents Ã ce rendez-vous. Parmi les personnalitÃ©s prÃ©sentes, les mÃ©dias ont remarquÃ© le prÃ©sident de la RÃ©publique et prÃ©sident du Conseil des Sages du parti, Pierre Nkurunziza. La prÃ©sence du prÃ©sident de la RÃ©publique cette rÃ©union est venue renforcer lâ€™idÃ©e que le chef de lâ€™Etat a peur de toucher les grands dinosaures de son parti qu accusÃ©s dâ€™avoir dilapidÃ© les caisses de lâ€™Etat. Au niveau de la sociÃ©tÃ© civile et de lâ€™opposition câ€™est une d dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du FORSC Pacifique Nininahazwe se montre inquiet par cette expulsion de Nzobonimpa de son parti. Â«Â Câ€™est une dÃ©ception pure et simple car il avait eu du courage de dÃ©noncer ce que les autres ont peur de dÃ©nonce souligne Nininahazwa, avant dâ€™Ãªtre appuyÃ© par le porte-parole de lâ€™ADC-Ikibiri (opposition), Chovineau Mugwengezo a soulignÃ© que ceux qui dÃ©noncent ce qui ne vas pas sâ€™exposent Ã la logique des sanctions du parti prÃ©sidentiel.
Rappelons que le dÃ©putÃ© Nzobonimpa avait dÃ©noncÃ© un groupe mafieux au sein du parti prÃ©sidentiel, qui dilapide les deniers publics et impose la loi de la jungle au pays. Il avait, Ã titre dâ€™exemple, citÃ© le prÃ©sident du Cndd-Fdd, Jeremie Ngendakumana, les ministres Kibeya et Nizigama, ainsi que lâ€™ombudsman burundais Rukara, dâ€™avoir dÃ©tournÃ© une somme de plus de 15 milliards, soit 13 millions de dollars amÃ©ricains que lâ€™Ouganda venait de rembourser au Burundi. Le prÃ©sident de lâ€™Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les malversations Economiques, lâ€™OLUCOME Gabriel Rufy avait, Ã son tours demandÃ© un audit international pour faire de la lumiÃ¨re sur ce dossier. [JMM]